



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
VAR

Service : Foncier Aménagement Territoires

Dossier suivi par : Emmanuelle LAN

Nos Réf : FJ/FA/EL/MA

Visa Cheffe de Service :

Visa Direction :

Siège Social

11 rue Pierre Clément CS 40203
83006 DRAGUIGNAN CEDEX

Antenne de Vidauban

70 av. du Président Wilson
83550 VIDAUBAN

Antenne de Hyères

727 av. Alfred Décugis
83400 HYÈRES

Contact

Tél. : 04 94 50 54 50

Mél : contact@var.chambagri.fr

*Enjointe aux copies Aus
SCoT
précéd.*

Draguignan, le 24 août 2023

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Square Mozart
83 004 DRAGUIGNAN Cedex

**Objet : SCoT arrêté – Consultation au titre des articles L.132-7 et L.132-8
du Code de l'Urbanisme - Avis de la Chambre d'Agriculture du Var**
Lettre R+AR

Monsieur le Président,

Personne publique autre que l'Etat, associée à l'élaboration des Schémas de Cohérence Territoriale, la Chambre Départementale d'Agriculture du Var (CA83) a été rendue destinataire de votre projet de Schéma de Cohérence Territoriale arrêté par délibération du Conseil Communautaire le 13 décembre 2022.

Le dossier complet ayant été reçu le 12 juin 2023, pour la saisine au titre des articles L.132-7 et L.132-8 du Code de l'Urbanisme, c'est à partir de cette date de réception, ainsi que l'atteste le timbre d'enregistrement de notre Compagnie Consulaire, que nous avons fait courir les trois mois réglementaires nous étant impartis pour vous adresser notre avis.

D'une manière générale, nous vous rappelons que la « Charte pour une reconnaissance et une gestion durable des territoires départementaux à vocation agricole » signée le 20 juin 2005 et réactualisée le 15 Juin 2015 entre les principales institutions départementales, sert à ce titre de document de référence pour l'élaboration de tous les documents d'urbanisme.

En préambule, nous regrettons ne pas avoir été associés à une réunion des Personnes Publiques Associées en amont de ce second arrêt, ce qui aurait permis de travailler ensemble sur une meilleure prise en compte des enjeux agricoles du territoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 188 300 024 00018
APE 9411Z

www.chambre-agriculture83.fr



Le dossier en l'état où il nous a été transmis, appelle de notre part, les observations suivantes sur les différentes pièces du dossier.

Le rapport de présentation

Ce document comprend différentes pièces, à savoir le diagnostic du territoire, l'état initial de l'environnement, les mesures de mise en œuvre et indicateurs de suivi et l'évaluation des incidences environnementales, l'explication des choix retenus, et l'articulation avec les autres plans et programmes.

Sur ce premier volet du SCOT arrêté, nous réitérons un certain nombre de remarques liées au volet agricole déjà évoqué dans notre avis d'avril 2019 sur le dossier de SCoT arrêté n°1. Concernant les autres thématiques (économie, déplacement, logement, ...), les observations sont formulées dans les parties relatives au PADD et au DOO du présent avis.

Le diagnostic du territoire

En premier lieu, nous observons que le diagnostic agricole porte quasi exclusivement sur la filière viticole. Bien qu'il ait fait l'objet de compléments entre les deux versions (SCoT 2019 et SCoT 2022), nous tenons à rappeler que la Dracénie est composée d'une diversité de cultures qui fait la richesse du territoire. Afin de montrer cette richesse, lors de nos réunions de concertation, nous avons émis le souhait que vous intégriez les données issues de différentes études agricoles ayant attiré au territoire à savoir : le Plan d'Orientation Pastoral Intercommunal réalisé en 2012, l'étude transmission des exploitations agricoles réalisée en 2017 ainsi que le travail sur la valorisation des productions agricoles en circuits courts réalisé également en 2017. Les résultats de ces différents travaux viennent appuyer le diagnostic agricole du territoire de manière exhaustive et permettent de faire ressortir les enjeux majeurs en termes d'économie, de diversification et de foncier agricole, enjeux qui permettent par la suite, de travailler sur un projet agricole de territoire.

Le volet agricole du diagnostic présenté est principalement étayé par les données du Recensement Général Agricole (RGA) 2010 et l'analyse du Mode d'Occupation des Sols (MOS) agricole réalisé en 2014 par vos services sur la base de l'Orthophoto 2011. Nous regrettons que vous n'ayez pas profité de ce nouvel arrêt pour intégrer des données actualisées sur l'agriculture du territoire, à savoir :

- Données du Recensement Général Agricole 2020 ;
- Actualisation du Mode d'Occupation des Sols grâce à des recoupements entre les différentes études qui ont eu lieu sur le territoire et à la photo-aérienne la plus récente.



- **Intégration des travaux liés au Plan de Reconquête Agricole**

L'analyse présentée dans ce nouveau document est très ancienne et ne permet pas de comprendre la réalité actuelle de l'agriculture sur le territoire.

Ainsi, pour une meilleure compréhension et une meilleure analyse, nous souhaitons que ces données soient actualisées.

Sur le sujet plus précis de la viticulture, en page 113 du livret 1, nous réitérons notre remarque sur la cartographie de l'Aire AOP Côtes de Provence présentée. La carte et le texte situé au-dessus n'ont aucun rapport puisque le texte parle de la vigne en AOP et la carte illustre toutes les parcelles de l'Aire AOP, qu'elles soient cultivées, urbanisées ou incultes. Nous souhaitons que la cartographie soit modifiée et montre réellement les vignes classées en AOP.

De manière globale, comme vous le savez, depuis 2019, la Chambre d'Agriculture du Var (CA83) et la Préfecture du Var portent le Plan de Reconquête Agricole Varois, visant à reconquérir des terrains en friches ou naturels disposant d'un potentiel agricole avéré, et ce, pour répondre aux besoins en foncier des différentes filières varoises qui s'élèvent à 10 000 ha à l'horizon 2030 (à l'échelle départementale). Dans ce cadre, il paraît important de montrer que le territoire possède des espaces à potentiel de développement agricole.

Pour aider les collectivités, la CA83 et l'AUDAT Var ont produit une plaquette intitulée « Plan de Reconquête Agricole - Mise en œuvre dans les documents d'urbanisme » disponible via le lien suivant : https://audat.org/2022/04/29/plan_reconquete_agricole/.

Ce document donne des clés d'analyse pour intégrer au mieux les enjeux, projets et spécificités agricoles du territoire dans un document d'urbanisme ainsi que les enjeux liés au Plan de Reconquête Agricole.

Dans le cadre de ce Plan, nous avons élaboré, en concertation avec les filières agricoles, des cartes du gisement boisé à potentiel agricole. Ces données sont consultables et téléchargeables au format SIG, via une plateforme cartographique dédiée aux collectivités et bureaux d'études en charge de l'élaboration des PLU (https://geo-paca.vigifoncier.fr/reconquete_vpublic/index.html) et pourront vous aider dans la définition de secteurs de reconquête agricole.

Concomitamment à cette démarche, il est important de mettre à jour les données d'occupation agricole de votre territoire afin d'apprécier la réalité des espaces de reconquête possible et notamment les friches. Cette



connaissance exhaustive à l'instant T aidera à fixer des objectifs de mobilisation d'espaces incultes dans le cadre de projets agricoles, permettant ainsi de répondre aux besoins en développement agricole des exploitants et des porteurs de projets, notamment au regard de votre Projet Alimentaire de Territoire (PAT). Ces informations géographiques sont une base de travail qui vous permettront de fixer des orientations claires en termes de reconquête dans votre Projet d'Aménagement Stratégique.

L'Etat initial de l'environnement

En page 115, le tableau des enjeux environnementaux inscrit le maintien global de la surface des espaces agricoles comme un enjeu majeur. Nous partageons ce point de vue.

Il nous semble cependant important d'asseoir réellement la place de l'agriculture dans l'agglomération et de répondre à la demande croissante en produits locaux en affichant des enjeux non seulement de protection des espaces agricoles, mais également de mobilisation du foncier, et d'installation d'exploitants au travers d'une politique agricole ambitieuse. Pour rappel, la Chambre d'Agriculture du Var se tient prête à vous accompagner pour répondre à ces différents enjeux.

L'explication des choix et articulations avec les autres documents

Nous saluons l'effort de diminution de la consommation foncière opérée entre le SCoT 2019 et la présente version, réduisant ainsi à 350 ha les besoins en développement de la Dracénie à l'horizon 2030.

Les autres remarques sur les choix de développement opérés dans le présent SCoT font l'objet de la suite de l'avis.

L'évaluation environnementale

Au sujet des Grands Projets d'Equipements Structurants (GPES) évoqués dans le livret IV, plusieurs incohérences apparaissent :

- Page 39, il est indiqué qu'ils sont au nombre de 10, or le tableau de la page suivante indique 12 GPES comme dans la version du SCoT de 2019 ;
- Page 40, le nombre de GPES situés en Espaces d'Urbanisation Potentielle (EUP), indiqués dans le tableau est de 5 alors que le texte page 39 en mentionne 6.
- Page 39, le texte évoque 3 GPES non localisés, alors que le tableau page 40 n'en mentionne qu'un.



Nous souhaitons que tous ces points soient éclaircis et les chiffres mis à jour pour une meilleure compréhension.

Dans la partie « analyse des incidences du projet sur l'environnement », en page 75 sur la synthèse des mesures ERC « Arc Sud », rien n'apparaît sur les mesures ERC appliquées à l'agriculture. La déclinaison de ce principe est un préalable à tout projet consommant du foncier agricole. Nos remarques sur le sujet sont déclinées dans la partie DOO du présent avis.

Enfin, concernant le projet d'aire de covoiturage de l'A8 au Muy, en page 91, il est indiqué que « L'emprise de l'aire de covoiturage pourra potentiellement consommer de l'espace ». Cependant, dans le tableau page 40, il est indiqué que celle-ci se situe en zone AU et dans le DOO, il est indiqué que ce site est en zone N. Là encore, nous souhaitons avoir des précisions pour avoir une visibilité de la consommation d'espaces liée à ce projet.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le PADD est décliné en 3 axes. Le projet n'ayant pas été modifié, nous réitérons nos remarques émises dans notre avis d'avril 2019. (Cf. avis 2019 joint).

Le Document d'Orientations et d'Objectifs

Ce document comprend 2 chapitres déclinant 15 grandes orientations.

Chapitre 1 : les grands équilibres relatifs à l'aménagement de l'espace

⇒ Orientation 3 : les espaces urbains de référence : espaces urbains à densifier et espaces d'urbanisation potentielle

Votre DOO identifie 5 654 ha d'espaces urbains à densifier (zone urbaines U des PLU des communes de la Dracénie) et 350 ha d'espaces d'urbanisation potentiels (zones à urbaniser AU de ces mêmes PLU). Dans notre avis sur le SCoT en 2019, nous avons demandé une analyse des surfaces mobilisables en dents creuses des zones U des PLU, cette analyse n'a pas été conduite. A contrario, vous avez procédé à l'analyse des zones AU déjà urbanisées et celles qui restaient encore à développer. Il apparaît en page 88 du rapport de présentation que ces espaces représentent 592 ha de réserves foncières pour le territoire dracénois. Il existe donc un delta de 242 ha entre les besoins de développement territorial s'élevant à 350



ha (Espaces d'urbanisation potentiel) et les zones AU non urbanisées réellement existantes dans les PLU (592 ha).

En premier lieu, nous réitérons notre souhait qu'une mise à jour soit opérée pour connaître les surfaces réellement disponibles dans les dents creuses des PLU (Zone U), et leurs mises en adéquation avec les besoins exacts de développement de la Dracénie. Dans une recherche d'économie de foncier et de logique d'urbanisation, il est indispensable de remplir en priorité les dents creuses en zone urbaine, puis de remplir au fur et à mesure les zones AU pour limiter la consommation des espaces agricoles pour le développement du territoire.

Par ailleurs, au regard du delta observé entre besoin et disponibilité en zone AU, nous souhaitons qu'un travail de reclassement des réserves foncières non nécessaires au développement du territoire soit opéré dans un objectif de préservation du foncier et de limitation de l'étalement urbain.

Enfin, les 350 ha d'espaces d'urbanisation prioritaire prévus au SCoT englobent 107 ha de centrales photovoltaïques au sol pour lesquelles aucune information de localisation n'est formalisée. Pour rappel, la Chambre d'Agriculture demande que soient exclus tout projet d'installation photovoltaïque au sol en concurrence foncière avec l'agriculture, ainsi que tout projet sur du foncier labellisé par un signe de qualité. Dans ce cadre, nous souhaitons avoir des informations sur la localisation de ces 107 ha afin de nous assurer de la protection des espaces agricoles.

⇒ Orientation 4 : les objectifs chiffrés, par secteur géographique, de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Dans cette orientation, il est question de fixer des objectifs clairs de consommation de l'espace. Ainsi, les 350 ha d'espaces d'urbanisation potentiels sont répartis selon les trois niveaux de l'armature urbaine choisie dans le PADD, à savoir : Cœur d'Agglomération, Villes d'appui et Villages.

Le DOO prévoit cependant qu'« une modification limitée et argumentée des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace est admise entre les trois catégories de l'armature urbaine, sans affecter le total de la surface de la consommation de l'espace ». Ce dernier élément paraît contradictoire avec l'orientation 10 dans laquelle il est écrit que « les espaces agricoles ne sont pas ouverts à l'urbanisation ». Il n'apporte pas de lisibilité sur l'enjeu de protection et sécurisation de l'enveloppe agricole et risque de renforcer le phénomène de rétention foncière spéculative sur les espaces agricoles péri-urbains. Ainsi, nous souhaitons que soit ajouté à ce



dernier paragraphe le terme « et sans consommer d'espace agricole » afin de garantir la pérennité de l'espace agricole du territoire.

⇒ Orientation 5 : les extensions urbaines potentielles – une catégorie spatiale exceptionnelle

Cette orientation inscrit trois modulations au principe énoncé dans l'orientation 3 de localisation de l'urbanisation du territoire dans les espaces urbains de référence (zone U et AU des PLU). Ces trois modulations vont permettre à des projets urbains ou d'équipements d'être réalisés en consommant de l'espace agricole. Là encore, ces principes sont contradictoires avec l'orientation 10.

Pour maintenir vos objectifs de consommation économe de l'espace, en cas de consommation de foncier agricole, un principe de compensation surfacique est intégré. En ce qui concerne ce principe de compensation surfacique, l'objectif du SCoT est de préserver l'enveloppe foncière existante. Nous partageons cette volonté de maintenir la surface agricole du territoire, cependant, ce principe ne tient aucunement compte du potentiel de production des parcelles, potentiel des parcelles perdues comme le potentiel des parcelles restituées. Outre les mesures Eviter/Réduire/Compenser expliquées ci-dessous il est indispensable que l'aptitude des sols soit prise en compte dans un principe de compensation.

Par ailleurs, lors de nos réunions de concertation, nous avons souhaité que le principe « éviter, réduire et compenser » appliqué à l'agriculture soit mis en œuvre pour tout espace agricole consommé. Or, selon l'orientation 10, votre SCOT fait aujourd'hui une distinction entre compensation d'espace agricole sans AOP et compensation d'un espace en AOP. Cette distinction du principe de compensation selon qu'il s'agit d'espace agricole sous signe de qualité ou non, amène une hiérarchisation qui laisse à penser que certains espaces agricoles possèdent de meilleures caractéristiques que d'autres et pour laquelle nous sommes défavorables. Ainsi, pour garantir la pérennité des espaces agricoles du territoire dans leur globalité, nous souhaitons que, pour tout projet consommant de la zone agricole, soient mises en place les étapes suivantes :

- Eviter => Eviter tout impact sur la zone ou espace agricole en étudiant d'autres sites potentiels d'accueil (dents creuses, espaces naturels...), s'il est démontré l'impossibilité de reporter le projet hors de la zone ou espace agricole, il convient de justifier l'intérêt du projet et de ...
- ... Réduire => Réduire l'impact du projet sur l'agriculture (par son dimensionnement, aménagement...) et mesurer les effets du projet sur l'agriculture (effets directs et indirects) afin de...
- ... Compenser => Compenser les impacts du projet sur l'agriculture pour permettre :



- aux exploitants impactés de poursuivre leurs activités (recherche de foncier...) ;
- aux filières de pallier aux effets du projet ;
- au territoire de maintenir son dynamisme et ses perspectives agricoles.

Il est incontournable que ce point soit développé dans le SCoT. Cette démarche recoupe plusieurs axes du SCoT : viser à une gestion économe de l'espace, préserver l'espace agricole...

De plus, si des conséquences sur l'agriculture sont à prévoir, le DOO présage la réalisation d'une étude d'impact sur les activités agricoles (page 18). Il est important que ce travail soit réalisé bien en amont des projets et qu'un croisement soit fait entre l'intérêt des projets et leurs impacts afin d'arbitrer sur leur réelle nécessité au regard des effets générés.

Pour rappel, il existe deux possibilités pour le SCoT de permettre la réalisation de ces études d'impact, soit à l'échelle du SCoT, soit à l'échelle des PLU.

- **A l'échelle du SCoT**

Ce travail ne peut se faire que sur appui d'une connaissance fine des projets à l'échelle du SCoT, afin de réaliser une étude exhaustive des impacts directs (consommation du foncier, caractéristiques du site, impacts sur les exploitations...) et indirects (sur les structures coopératives, accessibilité du secteur, réseau...) des différents projets sur l'agriculture.

Pour cela, leur identification précise est nécessaire dans le SCoT. Cette analyse permettra de mesurer les impacts des projets sur l'agriculture et de disposer d'éléments concrets afin d'arbitrer sur le choix de localisation des projets urbains. Ce travail permettra, si le projet urbain est maintenu, de définir des mesures visant à compenser les impacts du projet sur l'agriculture.

- **A l'échelle des PLU**

Si cette analyse des impacts n'est pas conduite à l'échelle du SCoT, le DOO doit obliger les PLU à réaliser une véritable étude d'impact des effets des projets de développement sur l'agriculture en amont de toute ouverture à l'urbanisation. Cette étude permettra soit de reporter le projet sur un autre site au regard des effets, soit de minimiser et compenser les impacts.



A toutes fins utiles, le « Guide méthodologique pour le maintien du potentiel de production agricole¹ » sert d'outil de travail pour la rédaction de ces éléments. Il est indispensable de préciser que la procédure de compensation est un recours ultime une fois toutes les alternatives potentielles étudiées et au regard de l'intérêt du projet.

A notre sens, le principe de compensation édicté dans votre DOO n'est pas assez garant du maintien du potentiel agronomique et de l'économie agricole du territoire.

⇒ Orientation 10 : les espaces agricoles

Dans un premier temps, nous partageons votre souhait que les espaces agricoles ne soient pas ouverts à l'urbanisation. Malheureusement, nous regrettons que certains points du DOO entrent en contradiction avec cette orientation.

Dans un deuxième temps, cette orientation permet deux exceptions à ce principe de non-ouverture à l'urbanisation d'espaces agricoles, à savoir :

- La possibilité d'autoriser des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou d'intérêt général avec application du principe de compensation identifié dans l'orientation 5. Afin de garantir la protection des espaces agricoles, nous souhaitons que soit repris l'entièreté de l'alinéa 1° de l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme. Ainsi, nous souhaitons que soit ajoutée la mention suivante « à condition que ces constructions ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».
- L'autorisation de projets de développement consacrés au tourisme et aux loisirs sous réserve de maintenir l'activité agricole en place et que l'activité de tourisme reste accessoire. A notre sens, cet alinéa doit être reformulé et précisé.
En effet, soit il s'agit de projet de développement agritouristique réalisé dans le prolongement de l'activité agricole et dans ce cas-là, cette orientation encourage la diversification des activités agricoles en permettant le développement des activités agritouristiques. Ces objectifs sont donc conformes à la suggestion de règlement de la zone agricole annexée à la Charte pour une reconnaissance et une gestion durable des territoires départementaux à vocation agricole.

¹ Ce document est issu d'un travail partenarial entre les principales institutions départementales, produit en 2012 et diffusé à l'ensemble des collectivités.



Soit il s'agit de projets de plus grande envergure qui nécessitent la création de Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limités (STECAL) et dans ce cas, il est nécessaire de préciser le caractère exceptionnel des STECAL.

Dans les deux cas, nous souhaitons que soit ajouté le fait que ces projets doivent être complémentaires à l'activité agricole et qu'en aucun cas, ils ne doivent déstructurer l'activité agricole en place en venant en concurrence foncière avec l'agriculture. Il relève des PLU de faire un travail de justification du projet de STECAL, de son apport au territoire et de la compatibilité avec l'espace agricole environnant.

Chapitre 2 : les orientations et objectifs des politiques publiques d'aménagement et de développement

⇒ Orientation 12 : les grands projets d'équipements et de services (GPES)

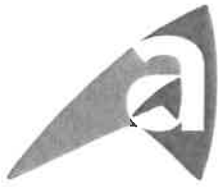
Cette orientation liste les différents GPES qui seront implantés dans le territoire dracénois. Pour une meilleure lisibilité, nous souhaitons que leur description fasse référence au livret IV du présent SCoT qui indique leur localisation exacte sur le territoire.

Par recoupement avec les documents d'urbanisme, nous constatons que nombre de ces actuels ou futurs projets sont consommateurs d'espaces. Nous avons recensé 12 projets dont 4 au moins sont situés sur des secteurs actuellement cultivés ou en friche actuellement en zone AU des PLU des communes. A cela vient s'ajouter le futur positionnement de la gare Var Est dont la localisation n'est pas encore déterminée. Aujourd'hui, nous souhaitons que soit privilégié l'arrêt du rythme de consommation du foncier agricole et ainsi conforter l'enjeu de sa préservation. Pour cette raison, pour tous les projets impactant l'espace agricole, nous souhaitons l'application du principe ERC pour chacun des projets identifiés. Ce principe est un préalable à tout développement sur des espaces agricoles comme vu supra.

Nous tenons à préciser que le présent avis n'entérine pas l'urbanisation prévue sur la commune du Muy via les zones AU du PLU. Ce projet d'urbanisation a fait l'objet d'un avis défavorable sur le PLU de la commune en 2016. Nous demandons que ce projet d'urbanisation soit revu pour réduire significativement la consommation de foncier agricole.

⇒ Orientation 13 : la politique de l'habitat

Cette orientation permet de fixer des objectifs de constructions de logements pour toutes les communes de l'intercommunalité en fonction de sa place dans l'armature urbaine. Au regard des prévisions, et par



comparaison aux objectifs fixés dans les PLU des communes, nous constatons que le DOO revoit à la baisse le développement des communes en matière de logements. C'est le cas par exemple de la commune de Draguignan, pour laquelle le PLU prévoit 3 800 logements à construire d'ici 2030, alors même que le Cœur d'Agglomération formé par Draguignan et Trans ne pourra accueillir que 3 100 logements selon le SCOT. Pour cette raison, la mise en compatibilité des PLU avec le SCOT permettra de libérer des espaces fonciers dans les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) des communes. Compte tenu des objectifs de lutte contre l'étalement urbain prévus par les différentes lois depuis 20 ans ainsi que de la Loi Climat et Résilience de 2021 qui entend lutter contre l'artificialisation des sols, un travail devra être conduit pour reclasser les espaces sans projet en zone agricole.

⇒ Orientation 15 : orientation relative aux localisations préférentielles des zones d'activités économiques et aux équipements commerciaux et artisanaux

Cette orientation décline les localisations préférentielles des zones d'activités du territoire.

Dans un premier temps, concernant l'Arc Sud, nous tenons à vous rappeler que le développement économique sur ce secteur a déjà été très consommateur d'espaces agricoles et qu'il est important désormais de mettre en œuvre une véritable politique de sécurisation du foncier agricole sur l'Arc Sud de manière générale. Porte d'entrée Sud du territoire, la dépression permienne a déjà fait l'objet d'une forte consommation d'espaces et il est aujourd'hui urgent de retrouver un équilibre au développement de ce territoire. De manière générale, le secteur de l'Arc Sud est sous tension foncière et nous attendons du SCoT qu'il impulse une véritable dynamique de protection allant au-delà des documents d'urbanisme des communes par la mise en œuvre d'une Zone Agricole Protégée Intercommunale. Cette dynamique doit s'accompagner de mesures permettant la préservation et le développement des espaces reliant la dépression permienne à la basse Vallée de l'Argens. La Dracénie a un rôle fort à jouer dans la préservation de ce continuum agricole.

Dans un second temps, le DOO permet à chacune des communes de développer sa propre zone d'activité artisanale. Nous souhaitons qu'il soit mentionné la nécessité pour les communes de justifier du besoin de ces zones, que celles-ci ne soient pas en concurrence foncière avec le foncier agricole, et qu'une cohérence/concertation entre les communes soit instaurée lors de l'implantation de la zone.



En conclusion, la Chambre Départementale d'Agriculture du Var émet un **avis favorable sur le SCoT arrêté sous réserves :**

- **De réaliser un diagnostic exhaustif et actualisé de l'agriculture** du territoire pour prendre en compte la réalité agricole et les enjeux qui en découlent ;
- **D'inscrire la mise en œuvre d'un projet agricole intercommunal** dans votre document qui permette à long terme la protection et le développement de l'agriculture du territoire ;
- **D'inscrire le reclassement** de près de 250 ha de zones AU sans projet en zones agricoles et naturelles, par la mise en compatibilité des documents d'urbanisme communaux et des besoins de développement identifiés dans le SCoT ;
- **D'apporter les garanties de protection des espaces agricoles** de la Dracénie par l'application stricte du principe de non-ouverture à l'urbanisation édictée dans l'orientation 10. Ce point est détaillé en pages 8 et 9 du présent avis et repose sur la procédure « éviter, réduire, compenser » en cas d'impacts des projets de développement (urbain et économique) sur l'activité agricole.
- **De réduire les zones AU du Muy pour limiter la consommation de foncier agricole.**

Les observations que nous formulons ici, le sont au nom des intérêts généraux de la Profession agricole et de l'Agriculture que nous avons pour mission de représenter et de défendre pour répondre aux objectifs de développement durable de cette activité économique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sincères salutations.

Fabienne JOLY

Présidente de la Chambre d'Agriculture

